Le projet de loi sur la revision du Code pénal et sur les circonstances atténuantes remontait déjà à 1873. Il fut présenté le 7. 12. 1875 par le prédécesseur d'Eyschen au département de la justice, Alphonse FUNCK. Depuis cette date jusqu'à son entrée au gouvernement, Eyschen avait fait partie de la Commission spéciale nommée par la Chambre et chargée d'étudier le projet.

Nous ne croyons pas nous tromper en prétendant que la position prise par Eyschen dans la défense du « paragraphe de la chaire » formant l'article 201 du nouveau Code pénal, marque sa première manifestation pour les idées libérales auxquelles il resta fidèle jusqu'à sa mort, sans pour cela avoir été inféodé à un parti quelconque.

En adoptant le 1. 4. 1879, en première lecture, le fameux paragraphe, la Chambre des députés avait suivi les recommandations de Paul Eyschen, qui en avait conseillé l'adoption.

Mais les paroles du directeur-général durent être plus pressantes le 1^{er} mai suivant, puisqu'entretemps — d'après un auteur catholique — « la presse catholique s'était attaquée violemment à la nouvelle réglementation que l'on voulait introduire pour fermer la bouche à l'Evêque et aux ministres du culte qu'on qualifiait à tort de révolutionnaires et de perturbateurs de l'ordre public. » (16)

C'est assurément exagérer la portée de l'article incriminé, surtout après que Paul Eyschen, tout en formulant d'une façon sans équivoque ses idées sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat*), eut fait remplacer la définition de l'objet punissable : « critique ou censure du Gouvernement », par « attaque directe ». Dans cette forme le projet de loi fut voté le 1. 5. 1879 à l'unanimité des voix moins 2 abstentions (17) ; aussi le directeur-général était-il loin de prendre au tragique la protestation que Mgr Adames lui adressa à la date du 13 août.

Bien que Alphonse FUNCK ait été l'initiateur de la loi du 18. 6. 1879 portant réforme du Code pénal et sans vouloir amenuiser les mérites des pouvoirs judiciaire et législatif, on ne doit pas mésestimer ceux de Paul Eyschen, de même que l'on devra rattacher son nom à la loi du 7. 7. 1880 concernant le régime des aliénés ainsi qu'à celle du 16. 2. 1881 amenant la suppression de la milice et la création de la *compagnie des volontaires*.

En considérant comme prémisses les interventions d'Eyschen dans la question du paragraphe de la chaire, nul ne s'étonnera de le voir se solidariser avec ses collègues du ministère de Blochhausen, dans la question de la loi KIRPACH du 20. 4. 1881, votée le 22. 3. 1881 par 24 voix contre 3 abstentions. (18)

Combattue par la droite, la *loi scolaire* marquait un immense progrès sur 1843 et prévoyait entre autres la fréquentation obligatoire de l'école primaire pour les enfants de six à douze ans.

*) Aveuglé par l'antipathie qu'il éprouve à l'égard d'Eyschen, E. Prum, dans son « Conflit entre l'Eglise et l'Etat » 1913, p. 16, s'en tient à la texture initiale, abandonnée.